

Convention collective
COOPÉRATIVES AGRICOLES
DE TEILLAGE DE LIN
(4 mai 2004)

AVENANT N° 1 DU 2 FÉVRIER 2005 (1)
RELATIF AU TRAVAIL DE NUIT
NOR : AGRS0597033M

Entre :

La fédération syndicale du teillage agricole du lin (FESTAL),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFTD ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, les observations de la commission nationale de la négociation collective, sous-commission agricole des conventions agricoles, du 23 septembre 2004.

Article 1^{er}

Le 2^e alinéa de l'article 1^{er} « Champ d'application » est modifié comme suit :

« Le présent accord concerne les emplois, quelle que soit la catégorie professionnelle à laquelle ils appartiennent, relevant des activités relatives aux travaux de récolte et de transformation du lin ainsi que les activités de maintenance, d'entretien et de dépannage liées aux activités susmentionnées. »

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

L'article 3 « Modalités de mise en œuvre » est modifié comme suit :

« Le travail de nuit ne peut être mis en place qu'après information et consultation du comité d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, des délégués du personnel, ainsi que du CHSCT.

En l'absence de représentants du personnel, le travail de nuit ne pourra être mis en place qu'après information et consultation du personnel des services concernés. »

Article 3

Le deuxième point de la définition du travailleur de nuit prévue à l'article 5 « Définition du travailleur de nuit » est modifié comme suit :

« Soit accompli, au moins 2 fois par semaine, hors période d'arrêts de production, selon son horaire de travail habituel (c'est-à-dire un horaire qui se répète d'une façon régulière d'une semaine sur l'autre), au moins 3 heures de travail effectif durant la plage de nuit comprise entre 21 heures et 6 heures ou celle qui est substituée. »

Article 4

Le dernier alinéa de l'article 6.3 « Durée quotidienne de travail des travailleurs de nuit » est modifié comme suit :

« Conformément à l'article R. 213-4 du code du travail, les salariés pour lesquels il est fait application de la dérogation prévue à l'article L. 213-3 du code du travail bénéficieront de périodes de repos d'une durée au moins équivalente au nombre d'heures effectuées au-delà de 8 heures. Ce repos doit être pris dans les plus brefs délais à l'issue de la période travaillée.

Lorsque, dans des cas exceptionnels, l'octroi de ce repos n'est pas possible pour des raisons objectives, il sera accordé au salarié concerné, afin de lui assurer une protection appropriée, une contrepartie équivalente selon les dispositions suivantes :

- le salarié concerné bénéficiera de temps de pause réguliers (notamment aux heures où les risques d'endormissement sont les plus importants) dont la durée cumulée sera égale au nombre d'heures effectuée au-delà de 8 heures. Ces temps de pause devront être obligatoirement répartis au maximum sur les 4 périodes de travail de nuit suivantes. »

Article 5

5.1. Le 3^e alinéa de l'article 7.1 « Repos compensateur » est modifié comme suit :

« Ces repos compensateurs ne se cumulent pas avec les repos compensateurs qui seraient déjà attribués aux travailleurs de nuit, en raison de leur statut de travailleur de nuit. »

5.2. Le 3^e alinéa de l'article 7.2 « Majoration de salaire » est modifié comme suit :

« Cette majoration ne se cumule pas avec les majorations de salaire qui seraient déjà attribués aux travailleurs de nuit, en raison de leur statut de travailleur de nuit. »

Article 6

Le préambule de l'article 9 « Protection des travailleurs de nuit » est modifié comme suit :

« Conformément à l'article L. 213-4 du code du travail, les entreprises ont l'obligation de mettre en place des mesures visant à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de nuit.

A cette fin, la question du travail de nuit devra être traitée spécifiquement dans le rapport annuel soumis par l'employeur, pour avis, au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en présentant notamment les mesures engagées en faveur de l'amélioration des conditions de travail et de la protection de la santé des travailleurs de nuit. »

Article 7

Le 2^e alinéa de l'article 11 « Formation professionnelle des travailleurs de nuit » est modifié comme suit :

« Afin de renforcer les possibilités de formation des travailleurs de nuit, les entreprises porteront une attention particulière aux conditions d'accès à la formation professionnelle continue de ces salariés, compte tenu de la spécificité d'exécution de leur contrat de travail, et tiendront informé le comité d'entreprise au cours de l'une des réunions prévues à l'article L. 933-3 du code du travail. »

Article 8

Clause de non-dérogation

Aucune dérogation au présent accord offrant aux salariés des garanties d'un niveau inférieur ne pourra être conclue par accord d'entreprise.

Article 9

Demande d'extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 2 février 2005.

(Suivent les signatures.)